

Experts-Comptables  
Commissaires aux Comptes Associés

Patrick SAIRE

Sébastien GUILLAUME

Aline MILLE

Perrine MOZET

Experts-Comptables Associés

Pascale DUCLERMORTIER

Stéphane MAYET

**MUSIQUES SUR LA VILLE**  
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

---

SIRET : 404.204.513.00018

**Exercice clos le 31 décembre 2018**

## **RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**MUSIQUES SUR LA VILLE**  
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

---

SIRET : 404.204.513.00018

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2018

Aux membres,

**I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Musiques sur la ville relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II. FONDEMENT DE L'OPINION**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **III. OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Engagements pris en matière de pensions, complément de retraite » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la provision pour engagements pris en matière de pensions.

### **IV. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

Nous nous sommes également attachés à justifier le montant des subventions avec les conventions émanant des organismes financeurs.

### **V. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **VI. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **VII. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 18 juin 2019

**FCN**

Commissaire aux comptes



**Perrine MOZET**  
Associée

## **ANNEXE**

### **DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES** **DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

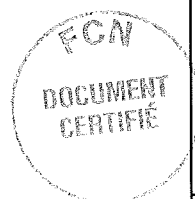
- ✧ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✧ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✧ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✧ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✧ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Désignation de l'association MUSIQUES SUR LA VILLE		Exercice N clos le 31/12/18		31/12/17	
Adresse de de l'association 13 rue Saint-Dominique CHALONS-EN-CHAMPAGNE		Exercice N-1 clos le		31/12/17	
N° SIRET: 404 204 513 000 18		Code APE 923A			
		Durées exprimées en mois.... 12		12	12
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net N-1
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Concessions, brevets, licences, marques procédés, logiciels;droits et valeurs similaires	1 387	1 387	0	0
	Fonds commercial (1)				
	Autres				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel, outillage indust.	35 203	31 347	3 856	7 316
	Autres	16 119	14 441	1 677	3 010
	Immobilisations corporelles en cours				0
	Immobilisations financières (2)				0
ACTIF CIRCULANT	Participations				0
	Titres immobilisés de l'activité du portefeuille				0
	Créances rattachées à des participations				0
	Autres titres immobilisés				0
	Autres	15		15	15
	<b>TOTAL I</b>	<b>52 724</b>	<b>47 176</b>	<b>5 548</b>	<b>10 340</b>
	Stocks et en-cours				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En cours de production (biens et services)				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes	4 433 0		4 433	0
	Créances (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	22 713	1 500	21 213	19 018
	Fournisseurs débiteurs	591		591	1 467
	Personnel et organismes sociaux	1 734		1 734	423
	Autres	31 330		31 330	21 900
	Valeurs mobilières de placement				0
	Instruments de trésorerie				0
	Disponibilités	28 940		28 940	42 338
	Charges constatées d'avance	739		739	477
	<b>TOTAL II</b>	<b>90 480</b>	<b>1 500</b>	<b>88 979</b>	<b>85 622</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursements des emprunts(IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>		<b>143 204</b>	<b>48 676</b>	<b>94 527</b>	<b>95 963</b>
(1) Droit au bail					
(2) Dont à moins d'un an					
(3) Dont à plus d'un an					



Exercices .		31/12/2018	31/12/2017
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds associatifs sans droit de reprise	48351	18275
	Fonds associatifs avec droit de reprise	20000	30000
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau dont résultat sous contrôle des tiers financiers	-18277	-18277
	Résultat comptable de l'exercice	6051	30076
	Subvention d'investissement non renouvelables par l'organisme		
	Provisions réglementées		
	Droits des propriétaires (commodat)		
	TOTAL I	56 125	60 074
PROV. POUR CHARGES & RISQUES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	2160	
	Fonds dédiés (1)		
	TOTAL II	2160	0
	Emprunts et dettes financières divers (1)		313
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5828	6684
	Dettes fiscales et sociales	26414	28892
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	4000	
	TOTAL III	36242	35889
	Ecart de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)		94 527	95 963
(1) Dont a plus d'un an Dont à moins d'un an			
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banques			313

Exercices	31/12/18	31/12/17
<b>Produits d'exploitation (ou produits courants non financiers) (1)</b>		
Partenariat Mécénat	26049	67335
Production vendue (biens et services)	109248	75331
montant net du chiffre d'affaires	135 297	142 666
Dont à l'exportation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	320651	318265
Reprises sur provisions, amortissements et transfert de charges	0	0
Cotisations	60	75
Autres produits (hors cotisations)	8	2198
<b>TOTAL I</b>	<b>456 016</b>	<b>463 204</b>
<b>Charges d'exploitation (ou charges courantes non financières) (2)</b>		
Achats de marchandises	6 519	8464
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	222 008	208 300
Impôts, taxes et versements assimilés	2 569	2 411
Salaires et traitements	137 568	132 007
Charges sociales	60 874	58 748
Dotations aux amortissements, provisions et engagements:		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	6 017	6 979
Sur immobilisations: dotations aux provisions		1 500
Sur actif circulant : dotations aux provisions	2 160	
Pour risques et charges: dotations aux provisions	12 588	14 883
Autres charges		
<b>TOTAL II</b>	<b>450 303</b>	<b>433 292</b>
<b>1. RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)</b>	<b>5 713</b>	<b>29 912</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>		
Excédent ou déficit transféré III		
Déficit ou excédent transféré IV		
<b>Produits financiers :</b>		
De participations	348	255
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transfert de charges		
Différence positive de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
<b>TOTAL III</b>	<b>348</b>	<b>255</b>
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		158
Différence négative de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL VI</b>	<b>0</b>	<b>158</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>348</b>	<b>97</b>



Exercices:	31/12/18	31/12/17
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>	6 061	30 008
Produits exceptionnels:		
Sur opérations de gestion	330	110
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>TOTAL VII</b>	330	110
Charges exceptionnelles:		
Sur opérations de gestion	341	43
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
<b>TOTAL VIII</b>	341	43
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	-11	67
Impôts sur les sociétés (IX)		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)</b>	456 695	463 569
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX)</b>	450 644	433 493
<b>SOLDE</b>	6 051	30 076
Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs (N)		
Engagements à réaliser sur ressources affectées (N)		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	6 051	30 076
Y compris:		
Redevances de crédit bail mobilier		
Redevances de crédit bail immobilier		
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>		
Produits		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>Total</b>		
Charges:		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
<b>Total</b>	0	0

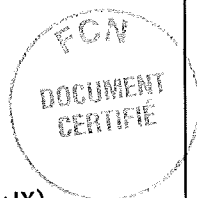


TABLEAU DE VARIATION DE FONDS ASSOCIATIFS				
Libellé	Solde au début De l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin De l'exercice D=A+B-C
Fonds associatifs sans droit de reprise	18275	30076		48351
Ecart de réévaluation				
Fonds associatifs avec droit de reprise	30000		10000	20000
Réserves				
Report à Nouveau	-18277			-18277
Résultat Comptable de l'Exercice	30076	6051	30 076	6 051
Subventions d'investissement non renouvelables Par l'organisme				
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires ( commodat)				
<b>TOTAL</b>	<b>60074</b>	<b>36127</b>	<b>40 076</b>	<b>56 125</b>



## **ANNEXE - MUSIQUES SUR LA VILLE**

### 1°) FAITS CARACTERISTIQUES SUR L'EXERCICE

- Augmentation du volume d'activités et de prestations se traduisant par une augmentation des charges liées, notamment pour la mise en place d'un festival de percussions sur le quartier Rive-Gauche.
- Augmentation des produits en proportion malgré la baisse (Etat) et/ou la suppression (CCI) de subventions et de partenariats/mécénat, mais consolidation, voire renforcement de l'aide de la Région, du Département et de la Ville de Châlons-en-Champagne avec Châlons-Agglomération.
- Retour à l'équilibre après de deux exercices de déficit important puis d'excédent compensateur bien que la structure ait eu à supporter de nouveau la charge de location de matériels scéniques en 2019.

**De ces variations il découle un résultat de l'exercice en excédent de 6 051€.**

### 2°) PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 94 527 euros et le compte de résultat présenté sous forme de liste un total de produits de 456 695 euros et un total de charges de 450 644 euros.

DOCUMENT  
CERTIFIÉ

L'exercice considéré : - débute le 01/01/2018 finit le 31/12/2018  
et a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Description et justification des modifications intervenues d'un exercice à l'autre ( présentation ou évaluation).

La présentation des comptes annuels et les méthodes retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Afin de prendre en compte le changement de législation en matière de comptabilisation des actifs, les immobilisations inscrites au bilan ont été passées en revue. Il a été jugé qu'elles étaient suffisamment décomposées et que leur durée d'amortissement était adaptée.

Les principales méthodes utilisées sont :

### Immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ( prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

### Amortissements :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute , une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

## **3°) NOTES SUR LE BILAN**

### **A) L'ACTIF**

Concernant les acquisitions d'immobilisations :

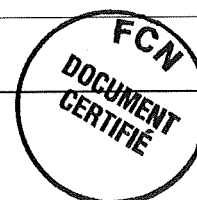
L'association s'est dotée de flight-case pour 478,61€ et de Multipaires pour une valeur de 422,54€.

### Tableau des mouvements d'immobilisations

	Valeurs d'achat	Amortisseme nt	Sortie de l'actif	V.N.C
immobilisations incorporelles	1387	1 387		0
Immobilisations corporelles	51 322	45 789		5 533

## Etat des échéances des créances

	Montant brut	Echéance jusqu'à un an	Echéance à plus d'un an
avance sur commandes et fournisseurs	4 433	4 433	
clients	22 713	22 713	
autres créances	33 654	33 654	
<b>Total</b>	<b>60 800</b>	<b>60 800</b>	



## **B) PASSIF**

### Etat des dettes

	Montant brut	Echéance jusqu'à un an	Echéance à plus d'un an
dettes fournisseurs	5 828	5 828	
dettes fiscales et sociales	26 415	26 415	
Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit			
<b>Total</b>	<b>32 243</b>	<b>32 243</b>	

Il y a en plus 20 000€ de fonds associatifs avec droit de reprise dont 10 000€ à moins d'un an, et 10 000€ à plus d'un an,

### Engagements pris en matière de pensions, complément de retraite.

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

Les engagements de retraite sont valorisés en utilisant la méthode rétrospective des unités de crédits projetées avec les hypothèses suivantes :

- Salariés de plus de 55 ans
- Départ volontaire à 65 ans
- Droits prorata temporis
- Taux de progression des salaires 1 %
- Turn-over faible
- Taux d'actualisation financière 1.31 %

Ils représentent un total (y compris les charges sociales) de 15 126 Euros.

A partir de cet exercice, nous avons décidé de provisionner ces indemnités.

La provision constatée au 31/12/2018 s'élève à 21 60€ (1/7ème).

#### **4°) NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

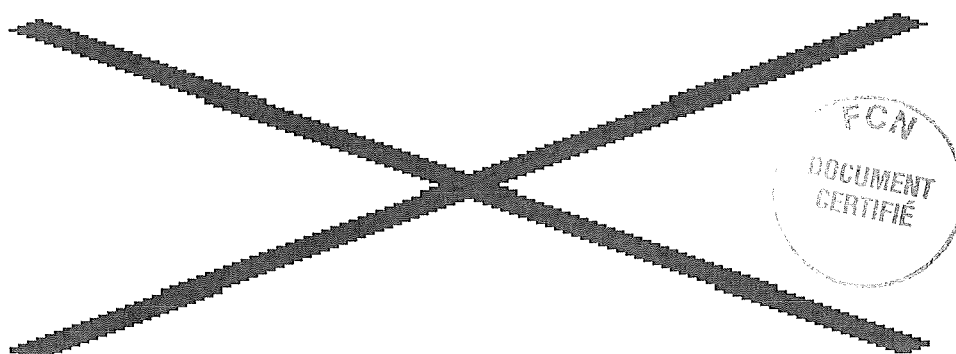
##### **Détail des subventions**

**320 651,00 €**

Ville :	201 578,00 €
Contrat de Ville/ Ville :	4 500,00 €
Contrat de Ville / CAC :	5 300,00 €
CGET / Polit.Ville :	8 100,00 €
Région Champagne-Ardenne :	50 600,00 €
Département :	39 873,00 €
DRAC :	10 000,00 €
ASP :	700,00 €

##### **Charges constatées d'avance :**

**738 ,51 €**



##### **Produits constatés d'avance :**

**4 000,00 €**

- facture Ville de Frouard

##### **Charges à payer : (incluses dans les postes de bilans)**

**4 578,76 €**



##### **Détails des contributions en nature**

Travaux, locations, transports et communication

Mise à disposition de moyens :

Ville de Châlons-en-Champagne (Données non communiquées pour 2018, correspond au montant des années antérieures)

98 584 €

Ville de Fagnières

2 000 €

(estimation, données non communiquées à la date de rédaction du bilan)



Les Villes mettent conventionnellement à disposition de l'Association Musiques sur la Ville les moyens techniques et nécessaires à l'organisation et au bon déroulement des manifestations.

Perspectives sur l'exercice 2019

Les actions mises en place en 2017 pour résorber le déficit 2016 permettent également d'obtenir un exercice 2018 bénéficiaire, s'agissant d'adapter le volume des activités aux moyens disponibles sans sacrifier la qualité et le niveau artistique des manifestations. L'exercice 2019 s'inscrira dans la continuité des précédents avec une recherche de consolidation des manifestations les plus récentes (Carillon de Lumière, festival Rive-Gauche,...) tout en développant toutes les opportunités de partenariats, notamment avec les entreprises du secteur marchand sensibles au projet comme à la démarche de l'association.

Les engagements de mécénat/partenariats de 2018 qui n'auront pas été honorés au 31 décembre ne seront pas reconduits sur l'exercice 2019.



**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

# **MUSIQUES SUR LA VILLE**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

---

SIRET : 404.204.513.00018

## **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2018**

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

En application de l'article R.612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

#### **Convention avec l'Association des Cités en Champagne de Prévention**

Personnes concernées :

- Madame Dominique DETERM, Membre du Conseil d'Administration Musiques sur la Ville et Secrétaire du Conseil d'Administration de l'ACCP ;
- Monsieur Patrick LEGOUIX, Directeur de Musiques sur la Ville et Trésorier de l'ACCP.

L'association des Cités en Champagne de Prévention a facturé à Musiques sur la Ville des prestations pour un montant de 10 364,31 € TTC pour l'exercice 2018.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 18 juin 2019

**FCN**

Commissaire aux comptes

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'P. MOZET', with a long horizontal line extending to the right.

**Perrine MOZET**

Associée